

Euphorie, inconscience et procrastination

Posté le : 7 juillet 2012 23:36 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Attitudes, Histoire économique récente, Economie et politique

On sait que le monde doit réformer son système monétaire international, source principale de la crise, que la zone Euro telle qu'elle est conçue conduit à une impasse dangereuse, et que la France submergée par ses dépenses publiques doit les maîtriser.

En cette veille de l'été qui est aussi la veille d'une stagnation voire d'une récession mondiale, il est intéressant de voir si les gouvernants vont dans la bonne direction.

Sur le système monétaire mondial, la réunion récente du G.20 a montré qu'il n'y avait non seulement aucun progrès dans le diagnostic mais pire encore que les solutions étaient tout simplement tabous. Vive les changes flottants ; vive les capitaux flottants ; vive les effets pervers de l'ensemble. Pas d'importance, circulez il n'y a rien à voir. Il suffit de corseter les banques et tout ira bien. Les banques sont en fait en plein dégonflement. Les licenciements dans cette industrie se comptent en centaines de milliers. C'est le sauve qui peut général. Cela durera jusqu'à ce que l'endettement global redescende autour de 200% du PIB. On en est loin.

Pendant que le secteur se décompose, on ne fait aucune réforme globale, faute d'esprit de coopération entre les états. Le blocage intellectuel et politique est total.

Ce qui n'empêche pas les gros malins qui règnent en maître dans les institutions mondiales de chercher encore et toujours des ressources pour nourrir leurs satrapes. Après les "financements non conventionnels", comme la taxe Chirac sur les voyages en avion, il y a eu la taxe sur les transactions financières. Mais elle a été annexée par les gouvernements pour faire baisser la dette. Alors on suggère une taxe sur les très riches directement affectée aux organisations humanitaires rattachées à l'ONU.

En Europe la dernière des réunions "de la dernière chance" a été l'occasion de voir une Allemagne prêchant la rigueur aux pays qui n'avaient plus de crédit, la France expliquer qu'il fallait un pacte de croissance et l'Espagne et l'Italie affirmant "On s'en fout de tout cela, nous ce qu'on veut c'est faire baisser tout de suite nos taux d'emprunt sans qu'on nous mette sous une tutelle déflationniste". On a expédié l'affaire avec des expédients. La France s'est couchée devant les exigences allemandes : il n'y aura aucune renégociation du Pacte de stabilité et le gouvernement français sera tenu à la règle d'or. Tout le monde a, bien entendu, accepté de faire une révérence verbale à la croissance alors qu'aucun moyen réel de croissance n'a été dégagé. Il faut bien sauver la face. L'Espagne et l'Italie ont obtenu ce qu'elles voulaient parce que leur glissement dans la situation grecque marquerait la fin de l'Euro. On a donc géré l'urgence, comme d'habitude en permettant à ces deux pays d'étaler la rigueur et de recapitaliser leurs banques sans mouiller trop les Etats. Miracle, même plus de Troïka pour surveiller les déviances.

A-t-on pour autant réglé les défauts de structure de l'Euro-zone ? On sait que les pays ont dévié et que la convergence offerte par la dévaluation ne leur est pas possible. Comment retrouver l'homogénéité nécessaire sans dévaluation ? Ce fut le grand silence. Le rééquilibrage ne peut se faire que par la déflation contrôlée et différentielle. Chut, il ne faut pas le dire. Reste à savoir comment on réussit une telle politique. Pour le moment personne ne se risque à en faire la théorie.

Rassurons-nous, les fonctionnaires européens ont réussi à sauver leur hausse massive de salaires un

moment contesté. Tout va bien.

Pour la France les choses au moins sont claires : tout le programme de Hollande va à l'envers du nécessaire. Sur tous les fronts économiques il fait des pas dans la mauvaise direction mais il prétend que ce ne sont que des petits pas donc que ce n'est pas grave. Les nécessités nationales auraient voulu qu'on fasse de grands pas dans la bonne direction.

On sait que les effectifs publics sont trop élevés et qu'il faudrait les réduire du quart en quelques années. On annonce que les effectifs resteront stables mais qu'on ne détaxera plus les heures supplémentaires et qu'on ne restituera plus les gains d'effectifs éventuels de-ci de-là aux fonctionnaires des services concernés. Le point d'indice ne sera pas réévalué et le glissement des carrières contrôlé.

Cela aboutira à une baisse globale du pouvoir d'achat des fonctionnaires importante : probablement de 10-12% sur les 5 ans à venir. Il semble que les syndicats ne s'en soient pas encore émus. Les dirigeants du PS pensent qu'il sera toujours temps de lâcher quelque chose aux approches d'élections importantes.

En vérité la bonne politique aurait été de réduire de 2% par an les effectifs globaux. En cinq ans on aurait obtenu une baisse de 8 à 9% qui, s'ajoutant aux mesures précédentes, aurait permis d'attaquer sérieusement la surcharge qu'impose au pays une administration pléthorique.

On ne dit rien de la fonction publique territoriale, des empilages administratifs, de la dépense de fonctionnement excessif des services, de leur trop grand nombre. Alors que la grande chasse aux prébendes et sinécures est en cours dans le marigot des dirigeants socialistes, en réduire la valeur et le nombre serait inconcevable. Les grandes villes socialistes conserveront leur ribambelles de vice-président payés à prix d'or, les innombrables "machins" continueront à vivre sur un grand pied comme si de rien n'était.

Une nouvelle affaire de l'EPAD sortie cette semaine dans la presse illustre l'absolue impossibilité pour des satrapes branchés sur l'argent public de se contraindre. On y apprend qu'une brochette conséquente des membres de cet organisme s'est fait payer au prix fort un somptueux séjour à Venise pour la biennale de l'architecture. Des dizaines de milliers d'Euros totalement stériles dépensés pour le plaisir de quelques uns en pleine crise des finances publiques. Pourquoi se gêner. Et personne ne se gêne nulle part. On bloque toute discussion en affirmant "vous voulez supprimer des infirmières et des policiers", pendant qu'une privilégiate inutile se gave sans complexe. Rappelons que l'EPAD est une administration provisoire créée pour gérer la construction de la Défense et qui devrait avoir disparu depuis au moins vingt ans. Des cas de ce genre il y en a littéralement des milliers en France.

Rassurons tout le monde : le scandale des intermittents du spectacle n'est pas près de cesser. Pressez-vous donc dans les festivals pour voir se pavaner toute cette engeance pseudo culturelle qui se paie sur le dos des autres travailleurs et travailleuses.

Quant au moteur de l'économie : les entreprises, les épargnants, les salariés, qu'ils aillent se faire voir dans l'office du fisc le plus proche. Le "choc fiscal" sur les entreprises a déjà été beaucoup décrit dans la presse. N'y revenons pas. Les "riches" c'est-à-dire ceux que leur succès économique a doté d'une réserve de capitaux seront hyper taxés. Sur l'ensemble de l'année 2012 environ 30.000 d'entre eux auront vu leur imposition globale dépasser 100%. C'est une insulte faite au pacte républicain. Partout on vend le capital national à l'étranger. Ce n'est plus Rothschild qui possède sur l'île Saint Louis, mais le Qatar en franchise d'impôts. La presse du jour rappelle que le haut patrimoine français est racheté à 85% par l'étranger. Nos châteaux, nos meilleurs lieux de plaisance, nos plus belles propriétés passent au mains de Russes, de Chinois qui ne paient aucun des impôts qui nous accablent.

Tous les bijoux de l'économie passent également à l'étranger. On dresse des piloris contre les entrepreneurs français. Un suicide dans votre entreprise : vous voilà inculpé. Doux, Richard remplacent le notaire de Bruay et le président de Lip des belles années 70. L'abjection règne relayée par des médias totalement dans l'euphorie du triomphe socialiste et qui en rajoute dans le commentaire "de gauche".

Pendant ce temps là les faillites se multiplient, des pans entiers de l'économie s'arrêtent, les jeunes ne trouvent plus de moyens de s'insérer.

On bloque les loyers tout en rendant la vie impossible aux bailleurs. En revanche on rachète à 16.000 Euros du m² des logements qu'on attribuera à des "pauvres" dans les meilleurs sites de la Capitale. Les "riches" des beaux quartiers doivent les quitter pour qu'y habitent des "pauvres" subventionnés avec leur argent. La Cour des Comptes proteste. Elle n'a pas fini de protester.

Et, à l'instar de Poutine, on va aller chercher l'argent des émigrés "jusque dans les chiottes" suisses ou Belges.

Evidemment les entreprises surtaxées, sur-contraintes, dont les dirigeants sont volés fiscalement comme les épargnants qui leur fournissaient des capitaux, bloquées par une perte de compétitivité significative, s'étouffent. L'espoir disparaît.

Mais les équipes socialistes et vertes françaises vivent un rêve éveillé et se saoulent du bonheur du pouvoir, des postes et de l'argent avec une indécence de nouveaux riches rarement vue.

Telle est l'ambiance en ce début d'été 2012, pourri en France par les trombes d'eau. Euphorie et inconscience sont les maître-mots de la France politique, procrastination et faux semblants sont ceux de l'Europe. Quant au monde et à son organisation économique et monétaire elle sont en déshérence.

Pendant ce temps là l'économie française brûle, l'économie européenne brûle, l'économie mondiale brûle.